

L'an deux mille vingt-deux, le 20 juin 2022 à 19h, le conseil municipal de la commune LES DEUX ALPES, dûment convoqué le 16 juin 2022, a tenu en session ordinaire, une séance en présentiel et en visioconférence, sous la présidence de M. Christophe AUBERT.

**Etaient présents en séance :** Christophe AUBERT, maire, Éric GRAVIER, Agnès ARGENTIER, Patrick PELLORCE, Cécile NEYRAUD, Françoise MOREAU, adjoints, Marie-Hélène COING, maire déléguée de Mont de Lans. Jean-Luc BISI, Anne MILLET, Paul VAN LEEUWEN, Enrica TASSO, Fabien VEYRAT, Pascal ESPITALLIER, conseillers municipaux.

**Etaient présents en visioconférence :** Pierre BALME, maire délégué de Venosc, Stéphane VAISSIERES, conseiller municipal.

**Etaient absents ou excusés :** Laurent GIRAUD, Ugo MOUNIER, Céline VALETTE, André GARDEN.

**Etait représentée dans le cadre d'une procuration :**

Angélique AGUILAR donne procuration à Enrica TASSO

**Secrétaires de séance :** Marie-Hélène COING et Jean-Luc BISI

Monsieur le Maire ouvre la séance et par un appel nominal de chaque conseiller, il confirme qu'avec 15 conseillers présents et en visioconférence, le quorum est atteint.

Il informe l'assemblée qu'Angélique AGUILAR donne pouvoir à Enrica TASSO

Il demande les candidatures aux fonctions de secrétaires de séance et l'assemblée approuve celles de Marie-Hélène COING et Jean-Luc BISI.

Monsieur le maire soumet à l'assemblée le compte rendu de la séance du 16 mai 2022 qui n'appelle pas d'observation et est approuvé à l'unanimité puis présente les décisions qu'il a prises dans le cadre des délégations consenties par le conseil municipal qui sont :

- 2022-056 convention pluriannuelle pâturage Alpage de la Muzelle
- 2022-057 renouvellement adhésion association pour la promotion agriculture Oisans accord-cadre de missions diverses études et assistance à maîtrise d'ouvrage - candidats
- 2022-058 attributaires
- 2022-059 attribution du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage projet extension Palais Sports
- 2022-060 contractualisation emprunt de 1 000 000 € auprès du Crédit Mutuel
- 2022-061 demande de subvention pour construction d'un chalet d'alpage Lieudit La Chalp
- 2022-062 avenant à convention chalet Millorsol
- 2022-063 demande de subvention pour construction d'un chalet d'alpage Lieudit La Muzelle
- 2022-064 Convention de mise à disposition de terrains à European Ski School actualisation des tarifs des SM (revalorisation tarifs consommations Chasal Lento et vente de glaces)
- 2022-065
- 2022-066 avenant 1 à convention d'occupation Maison des 2 Alpes contrat de prêt avec Crédit Agricole Sud Rhône Alpes pour financement des
- 2022-067 investissements 2022
- 2022-068 attribution du marché de travaux pour réaménagement de la mairie Les Deux Alpes

### **Délibération 2022-069**

**Objet : Réforme des règles de publicité et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales – Choix du type de publication**

Rapporteur : Monsieur Le Maire

Conformément à l'ordonnance n° 2021-1310 du 7 octobre 2021, à compter du 1er juillet 2022, les modalités de tenue et de signature du registre des actes communaux sont allégées, le recueil des actes administratifs est supprimé pour l'ensemble des catégories de collectivités territoriales, le compte rendu des séances du conseil municipal est supprimé et un affichage à la mairie d'une liste des délibérations examinées en séance permettra

de garantir l'accès rapide des citoyens à l'information sur les décisions des assemblées locales. Enfin, la publication des actes des collectivités locales sur leur site internet devient le principe. L'obligation d'affichage ou de publication sur papier des actes est supprimée. Les communes de moins de 3 500 habitants peuvent toutefois choisir le mode de publicité de leurs actes et retenir soit l'affichage ou publication sur papier, soit la publication électronique sur site internet.

L'option de la publication électronique sur le site internet est soumise à l'approbation de l'assemblée.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, décide que le mode de publicité des actes de la collectivité sera la publication électronique sur le site internet de la commune à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2022.

#### **Délibération 2022-070**

##### **Objet : Concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une maison de l'enfance, d'un parking souterrain et d'une résidence hôtelière – Lancement de la phase n° 2**

Rapporteur : Monsieur le maire

Dans le cadre de l'organisation du concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'une maison de l'enfance, parking souterrain et résidence hôtelière, l'assemblée a approuvé en séance du 25 avril 2022, le programme des opérations de construction.

Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, a approuvé le programme fonctionnel détaillé pour le lancement de la deuxième phase « offres du concours », l'enveloppe financière dédiée au projet et le montant des primes aux candidats admis à concourir. Il a arrêté l'enveloppe financière du projet à la somme de 15 655 000 €HT et a fixé à 25 000 €HT maximum, le montant de la prime aux candidats admis à concourir à l'unanimité des présents et représentés.

#### **Délibération 2022-071**

##### **Objet : Procédure de servitude d'utilité publique sur le domaine skiable – correction de la délibération n° 2021-040 suite à erreur matérielle**

Rapporteur : Monsieur le maire

Suite à une erreur matérielle, la délibération n° 2021-040 doit être corrigée car l'objet de la délibération et une mention dans le corps de la délibération sont erronés. En effet, l'objet indique : « instauration d'une servitude d'utilité publique » alors que la dénomination précise est « lancement d'une procédure de servitude d'utilité publique » et le corps de la délibération fait référence à une « déclaration d'utilité publique » alors qu'il s'agit en fait d'une « servitude d'utilité publique ».

Par un appel nominal, Monsieur le Maire a demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, étant précisé que Stéphane Vaissières s'est absenté, approuve les corrections à apporter sur la délibération n° 2021-040 telles qu'elles ont été présentées en séance.

#### **Délibération 2022-072**

##### **Objet : Procédure de désaffectation d'une dépendance de la voirie communale**

Rapporteur : Agnès Argentier

Dans le cadre de la réalisation d'une opération immobilière de loisirs, dans le secteur du Lieudit Village de l'Alpe, 4 rue des Vikings, engagée par la SCCV Les Deux Alpes AIGLON, le conseil municipal a engagé une procédure de désaffectation (délibération n° 2021-041 du 23 mars 2021) d'une partie du domaine public communal, constituée par une dépendance de voirie, située sur la parcelle cadastrée section 534 AB 1120 à usage de stationnement et cheminement piéton.

La désaffectation a été suivie d'une procédure de déclassement constatée par l'assemblée délibérante au cours de la séance du 18 octobre 2021.



Toutefois, les parcelles déclassées n° 534 AB 1253 (155 m<sup>2</sup>) et n° 534 AB 1255 (104 m<sup>2</sup>) issues de la division de la parcelle cadastrée n° 534 AB 1120 ont été réaffectées à l'usage du public notamment en raison de la présence de containers semi enterrés pour la collecte des ordures ménagères qui pour des raisons techniques, n'ont pas pu être retirés en 2021.

Le retrait définitif étant prévu pour la deuxième quinzaine de juin, la commune doit confirmer la désaffectation susdite.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire a demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, étant précisé que Stéphane Vaissières s'est absenté, confirme la désaffectation des parcelles cadastrées 534 section AB n° 1253 et 534 section AB n° 1255.

### **Délibération 2022-073**

#### **Objet : Approbation de la promesse unilatérale de vente du projet de la SCCV LES 2 ALPES AIGLON**

Rapporteur : Agnès Argentier

Dans le cadre de l'opération immobilière de loisirs engagée par la SCCV Les 2 Alpes Aiglon, le conseil municipal a décidé de céder les parcelles cadastrées 534 section AB n° 1253 (155 m<sup>2</sup>) et 534 section AB n° 1255 (104 m<sup>2</sup>) au prix de 103 600 €. Cette cession a été soumise à la condition particulière de signer une convention d'aménagement touristique.

La signature de ladite convention est formalisée dans une promesse unilatérale de vente à laquelle la commune souhaite ajouter les trois conditions suspensives suivantes :

- 1- acquisition concomitante par la SCCV L'Aiglon, de la parcelle n° 534 AB 1053 appartenant à M. André Pent et Mme Yvette Franco-Rondisson,
- 2- obtention d'un permis de construire purgé de tout recours,
- 3- cession par la SCCV L'Aiglon au profit de la commune, des parcelles n° 534 AB 1048 (230 m<sup>2</sup>) et n° 534 AB 1049 (surface non déterminée).

Par un appel nominal, Monsieur le Maire demande à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, étant précisé que Stéphane Vaissières s'est absenté, approuve les nouvelles conditions suspensives et autorise le maire à signer la promesse unilatérale de vente.

### **Délibération 2022-074**

#### **Objet : institution du Droit de Prémption Renforcé sur la zone UAT du Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Mont de Lans**

Monsieur le maire expose à l'assemblée que la commune historique de Mont de Lans a, par délibération n° 2016-110 du 13 décembre 2016, instauré un droit de préemption urbain simple sur la totalité des zones urbaines (zones U) et urbanisation futures (zones AU), ainsi qu'un droit de préemption renforcé sur l'immeuble de la Buissonnière,

Considérant que le droit de préemption urbain simple en vigueur sur la commune déléguée de Mont de Lans, a vocation à s'appliquer en vue de réaliser, dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L.300-1 du code de l'urbanisme, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation de ces actions ou opérations d'aménagement.

Les actions ou opérations d'aménagement mentionnées à l'article L300-1 du Code de l'Urbanisme, pour lesquelles le droit de préemption peut être institué, sont celles qui ont pour objet de :

- Mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat,
- Organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques,
- De favoriser le développement des loisirs et du tourisme,
- De réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur,
- De lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux,

- De permettre le renouvellement urbain,
- De sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels.

Par ailleurs, l'article L.211-4 du code de l'urbanisme précise que le droit de préemption urbain simple n'est pas applicable :

- a) à l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;
- b) à la cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
- c) à l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

Toutefois, la commune peut décider d'appliquer ce droit de préemption aux aliénations et cessions mentionnées au présent article sur la totalité ou certaines parties du territoire soumis à ce droit.

Aussi, considérant que le droit de préemption renforcé sur les zones UAT permettra à la commune de renforcer les actions ainsi que les opérations d'aménagement et de développement des constructions à vocation d'hébergement hôtelier, il a proposé de l'instaurer.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire a demandé à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, décide d'instaurer un droit de préemption renforcé sur les zones « UAT » du Plan Local d'Urbanisme de la commune déléguée de Mont de Lans.

#### **Délibération 2022-075**

##### **Objet : Déclassement de la parcelle AI 769 – route du Petit plan**

Rapporteur : Agnès Argentier

Au cours de la séance du 16 mai 2022, le conseil municipal a approuvé la désaffectation des portions des futures parcelles qui seront cadastrées section AI n° 823 (7m<sup>2</sup>) et section AI n°824 (2 m<sup>2</sup>), issues de la division de la parcelle cadastrée section AI n°769.

La désaffectation a bien été réalisée. Elle permet de procéder au déclassement desdites parcelles, d'une part et à leur intégration dans le domaine privé de la commune, d'autre part.

Elles pourront ainsi être cédées à M. Julien Giammarchi et Mme Sophie Rodriguez, au prix de 375 €/m<sup>2</sup> pour un montant total de 3 375 €.

Par un appel nominal, Monsieur le Maire a demandé à chaque conseiller de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité des présents et représentés, approuve le déclassement des parcelles qui seront cadastrées n° AI 823 et AI 824 après division de la parcelle n° AI 769, décide d'incorporer les parcelles susdites dans le domaine privé communal et approuve l'aliénation de ces parcelles à M. Giammarchi et Mme Rodriguez pour un montant de 3 375 €.

#### **Délibération 2022-076**

##### **Objet : identification du caractère « sans maître » d'un bien et incorporation dans le domaine communal privé**

Rapporteur : Agnès Argentier

En application de l'article 713 du code civil, les biens immobiliers qui n'ont pas de maître peuvent devenir la propriété de la commune sur le territoire de laquelle ils sont situés.

Toutefois, il convient d'abord de s'assurer que le bien peut être qualifié de bien vacant sans maître.



Une procédure a ainsi été engagée sur la parcelle cadastrée 253 section AM n°176 d'une surface de 163 m<sup>2</sup> car il s'agit d'un bien qui n'a pas de propriétaire connu, qui n'est pas assujéti à la taxe foncière sur les propriétés bâties et pour lequel, depuis plus de trois ans, la taxe foncière n'a pas été acquittée. Après publication de l'arrêté n° 2021-127 constatant la situation juridique d'immeuble présumé vacant et sans maître du 7 décembre 2021 au 7 juin 2022 et au terme de la procédure, aucun propriétaire ne s'étant fait connaître, le bien est présumé sans maître et le conseil municipal peut décider de l'incorporer dans le domaine communal privé. A défaut, la propriété du bien est attribuée à l'Etat. Cette incorporation est ensuite constatée par arrêté du maire.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'incorporer le bien sans maître cadastré 253 section AM n° 176 au domaine privé de la commune.

### **Délibération 2022-077**

#### **Objet : Accord de principe pour initier la démarche de création d'une Association Foncière Pastorale**

La commune souhaite initier un projet de création d'une Association Foncière Pastorale (AFP) autorisée qui est un regroupement de propriétaires de terrains constitué sur un périmètre agro-pastoral et/ou forestier dans le but d'assurer la mise en valeur et la gestion des fonds inclus dans le périmètre constitué.

La création d'une telle structure passe par l'adhésion d'une majorité relative de propriétaires réputés favorables. Elle est soumise à une enquête publique préalable.

La Chambre d'Agriculture de l'Isère et la Communauté de Communes de l'Oisans, via le Plan Pastoral Territorial de l'Oisans, accompagnent les porteurs de projet.

La première étape de cet accompagnement consiste à étudier le périmètre, à rechercher des propriétaires et à animer des temps d'information et de concertation avec ces derniers. Parallèlement, une aide à la création peut être déposée après approbation du lancement de la procédure d'élaboration de l'AFP par le conseil municipal.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le projet de création d'une Association Foncière Pastorale ainsi que le lancement de l'enquête publique et sollicite les subventions auprès des organismes compétents.

### **Délibération 2022-078**

#### **Objet : Approbation du Compte de gestion 2021 du budget principal**

Rapporteur : Cécile Neyraud

Le Comptable des Finances Publiques a transmis à l'ordonnateur de la commune Les Deux Alpes l'ensemble des résultats de clôture du Budget Principal pour l'exercice 2021. Les chiffres communiqués correspondent parfaitement à ceux qui figurent dans le compte administratif 2021 du budget principal de la commune. Ces résultats se déclinent comme suit :

|                                  |                       |
|----------------------------------|-----------------------|
| <b>INVESTISSEMENT (Excédent)</b> | <b>775 552,45 €</b>   |
| <b>FONCTIONNEMENT (Excédent)</b> | <b>1 856 960,54 €</b> |

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le compte de gestion 2021

## Délibération 2022-079

### Objet : Compte administratif 2021 du budget principal

Le maire désigne Cécile Neyraud en qualité de présidente de séance et se retire.

Le résultat de la section d'investissement du budget principal est un excédent de 775 552,45 euros. La section de Fonctionnement se solde par un excédent d'un montant de 1 856 960,54 euros.

Les restes à réaliser (RAR) en investissement s'élèvent en dépenses à 2 680 784,60 euros et en recettes à 726 234,00 euros. Le solde à financer est de : 1 954 550,60 euros.

Les résultats globaux de clôture 2021, intègrent les résultats antérieurs de 2020 ainsi que les restes à réaliser. Ces derniers sont intégrés dans le budget supplémentaire 2022.

#### INVESTISSEMENT

|  |                        |
|--|------------------------|
| Recettes réalisées en 2021 (1)             | 10 354 328,20 €        |
| Dépenses réalisées en 2021 (2)             | 9 578 775,75 €         |
| <b>Résultat 2021 (3=1-2)</b>               | <b>775 552,45 €</b>    |
| <i>Résultat antérieur 2020 (4)</i>         | 667 868,20 €           |
| <b>Résultat de clôture 2021 (5=3+4)</b>    | <b>1 453 420,65 €</b>  |
| Restes à Réaliser en Dépenses (6)          | -2 680 784,60 €        |
| Restes à Réaliser en Recettes (7)          | 726 234,00 €           |
| <b>Solde des Restes à Réaliser (8=7-6)</b> | <b>-1 954 550,60 €</b> |
| <b>Résultat Global de Clôture (5+8)</b>    | <b>-501 129,95 €</b>   |

#### FONCTIONNEMENT

|                                       |                       |
|---------------------------------------|-----------------------|
| Recettes réalisées en 2021 (1)        | 20 039 585,46 €       |
| Dépenses réalisées en 2021 (2)        | 18 182 624,92 €       |
| <b>Résultat 2021 (3=1-2)</b>          | <b>1 856 960,54 €</b> |
| <i>Résultat antérieur 2020 (4)</i>    | 4 786 235,02 €        |
| <b>Résultat de clôture 2021 (3+4)</b> | <b>6 643 195,56 €</b> |

Le Résultat global des deux sections (sans les RAR) est de 8 096 616,21 €.

|                                   |                       |
|-----------------------------------|-----------------------|
| Résultat global de Fonctionnement | 6 643 195,56 €        |
| Résultat global d'Investissement  | 1 453 420,65 €        |
| <b>Résultat Global de Clôture</b> | <b>8 096 616,21 €</b> |

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Madame la Présidente demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le compte administratif 2021 du budget principal.

## Délibération 2022-080

### Objet : Approbation du Compte de gestion 2021 du budget annexe EAU

Rapporteur : Cécile Neyraud

Le Comptable des Finances Publiques a transmis à l'ordonnateur de la commune Les Deux Alpes l'ensemble des résultats de clôture du Budget de l'EAU pour l'exercice 2021. Les chiffres communiqués correspondent parfaitement à ceux qui figurent dans le compte administratif 2021 du budget de l'Eau.

Ces résultats se déclinent comme suit :

|   |  |
|---|--|
| <b>INVESTISSEMENT (Excédent) : 155 223,89 €</b> | <b>FONCTIONNEMENT (Excédent) : 33 268,86 €</b> |
|---|--|

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le compte de gestion 2021 du budget annexe de l'eau.

## Délibération 2022-081

### Objet : Compte administratif 2021 du budget annexe EAU

Le maire désigne Cécile Neyraud en qualité de présidente de séance et se retire.

Les résultats dégagés du budget de l'EAU sont excédentaires. La section d'Investissement se solde par un excédent de 155 223,89 euros ; celle du fonctionnement par un excédent de 33 268,86 euros.

Les résultats globaux de clôture 2021, intègrent d'une part les Restes à Réaliser pour un montant de 169 455,97 euros et d'autre part les résultats reportés de 2020.

### INVESTISSEMENT

|   |                     |
|---|---------------------|
| Recettes réalisées en 2021                | 394 085,78 €        |
| Dépenses réalisées en 2021                | 238 861,89 €        |
| <b>Résultat 2021 (1)</b>                  | <b>155 223,89 €</b> |
| <i>Résultat antérieur 2020 (2)</i>        | 460 432,60 €        |
| <b>Résultat de clôture 2021 (1+2)</b>     | <b>615 656,49 €</b> |
| Solde des Restes à Réaliser (3)           | -169 455,97 €       |
| <b>Résultat global de Clôture (1+2+3)</b> | <b>446 200,52 €</b> |

### FONCTIONNEMENT

|                                       |                     |
|---------------------------------------|---------------------|
| Recettes réalisées en 2021            | 504 138,22 €        |
| Dépenses réalisées en 2021            | 470 869,36 €        |
| <b>Résultat 2021 (1)</b>              | <b>33 268,86 €</b>  |
| <i>Résultat antérieur 2020 (2)</i>    | 95 200,00€          |
| <b>Résultat de clôture 2021 (1+2)</b> | <b>128 468,86 €</b> |

Le résultat global des deux sections est de **744 125,35 €**.

|                                   |                     |
|-----------------------------------|---------------------|
| Résultat Global de Fonctionnement | 128 468,86 €        |
| Résultat Global d'Investissement  | 615 656,49 €        |
| <b>Résultat Global de Clôture</b> | <b>744 125,35 €</b> |

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Madame la Présidente demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le compte administratif 2021 du budget annexe de l'eau.

#### **Délibération 2022-082**

##### **Objet : Approbation du Compte de gestion 2021 du budget annexe Lotissement de Venosc**

Rapporteur : Cécile Neyraud

Le Comptable des Finances Publiques a transmis à Monsieur le Maire, l'ensemble des résultats de clôture du Budget annexe du Lotissement de Venosc pour l'exercice 2021 dont les résultats se déclinent comme suit : Investissement = 0,00 € et Fonctionnement = 0,00 €, correspondent parfaitement au compte administratif 2021 dudit budget annexe.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le compte de gestion 2021 du budget annexe Lotissement de Venosc.

#### **Délibération 2022-083**

##### **Objet : Compte administratif 2021 du budget annexe Lotissement de Venosc**

Le maire désigne Cécile Neyraud en qualité de présidente de séance et se retire.

Elle précise que les résultats dégagés du budget annexe du Lotissement de Venosc sont nuls car aucune réalisation n'a été effectuée.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Madame la Présidente demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le compte administratif 2021 du budget annexe Lotissement de Venosc.

#### **Délibération 2022-084**

##### **Objet : Affectation du résultat 2021 du budget principal**

Monsieur le maire reprend la présidence de la séance et propose au Conseil Municipal :

- D'affecter une partie du résultat de fonctionnement pour un montant de 4 500 000,00 € à la section d'investissement (au compte 1068) dans le budget supplémentaire 2022,
- de reporter en recettes d'investissement (au compte 001) l'excédent constaté de 1 453 420,65 € au Budget supplémentaire 2022,
- de reporter en section de fonctionnement le solde du résultat de la section de fonctionnement, soit 2 143 195,65 € en recette au compte 002 au Budget supplémentaire 2022.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'affectation du résultat 2021 du budget principal.

#### **Délibération 2022-085**

##### **Objet : Affectation des résultats 2021 des budgets annexes**

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

- de reporter en recettes d'investissement (au compte 001) l'excédent constaté de 615 656,49 € au Budget Supplémentaire 2022 de l'Eau.



- D'affecter une partie du résultat de fonctionnement pour un montant de 100 000,00 € à la couverture du déficit d'investissement du fait de l'intégration des Restes à Réaliser (au compte 1068), au Budget Supplémentaire 2022 ;
- De reporter en section de fonctionnement le solde du résultat de la section de fonctionnement, soit 28 468,86 € ; en recette au compte 002 au Budget Supplémentaire 2022.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'affectation des résultats 2021 des budgets annexes.

### **Délibération 2022-086**

#### **Objet : Budget supplémentaire 2022 du budget principal**

Le budget supplémentaire de l'exercice 2022 intègre à la fois les résultats votés au Compte Administratif 2021 et les Restes à Réaliser 2021 reportés sur 2022. Il ajuste également les crédits nécessaires au fonctionnement des équipements communaux.

Le Budget Supplémentaire 2022 s'équilibre en dépenses et en recettes comme suit :

|                                     |                                     |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>INVESTISSEMENT : 1 400 000 €</b> | <b>FONCTIONNEMENT : 3 723 200 €</b> |
|-------------------------------------|-------------------------------------|

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le budget supplémentaire 2022 du budget principal.

### **Délibération 2022-087**

#### **Objet : Budget supplémentaire 2022 du budget annexe EAU**

Le budget supplémentaire de l'exercice 2022 intègre à la fois les résultats votés au Compte Administratif 2021 et les ajustements de crédits nécessaires au fonctionnement des équipements communaux et à la réalisation des investissements.

Le Budget Supplémentaire 2022 s'équilibre comme suit :

|                                     |                                     |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| <b>INVESTISSEMENT : - 417 700 €</b> | <b>FONCTIONNEMENT : 28 200,00 €</b> |
|-------------------------------------|-------------------------------------|

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'eau.

### **Délibération 2022-088**

#### **Objet : Actualisation de la taxe de séjour pour 2023**

La taxe de séjour est fixée par délibération du conseil municipal prise avant le 1<sup>er</sup> juillet pour être applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivante. Elle tient compte du barème revalorisé chaque année par le législateur. Suite à la publication du barème des tarifs de taxes de séjour pour 2023 qui prend en compte l'évolution de l'indice des prix à la consommation, il convient d'actualiser la grille tarifaire qui sera applicable pour 2023.

Il est proposé de fixer les tarifs de la taxe de séjour applicables sur le territoire de la commune LES DEUX ALPES ainsi qu'il suit à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2022, étant précisé que la taxe additionnelle départementale égale à 10% instituée par le Conseil Départemental de l'Isère s'ajoute au montant de la taxe de séjour communale.

| <i>Catégories d'hébergement</i>   | <i>taxe de séjour communale</i> | <i>taxe de séjour additionnelle départementale qui s'ajoute à la TS communale</i> | <i>total par nuit et par personne</i> |
|---|---------------------------------|---|---------------------------------------|
| Palaces   | 4.30 €                          | 0.43 €  | <b>4.73 €</b>                         |
| Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles   | 3.10 €                          | 0.31 €  | <b>3.41 €</b>                         |
| Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles   | 2.40 €                          | 0.24 €  | <b>2.64 €</b>                         |
| Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles   | 1.50 €                          | 0.15 €  | <b>1.65 €</b>                         |
| Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles  | 0.90 €                          | 0.09 €  | <b>0.99 €</b>                         |
| Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives  | 0.80 €                          | 0.08 €  | <b>0.88 €</b>                         |
| Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacement dans les aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristique par tranche de 24 heures | 0.60 €                          | 0.06 €  | <b>0.66 €</b>                         |
| Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles, et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance  | 0.20 €                          | 0.02 €  | <b>0.22 €</b>                         |

**Hébergement en attente de classement ou sans classement :**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, tous les hébergements en attente de classement ou sans classement, à l'exception des hébergements de plein air, sont taxés à 5% étant précisé que la taxe additionnelle départementale de 10 % s'ajoute au taux communal.

Le taux adopté s'applique par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité.

Le coût réel de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir. Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve les tarifs de la taxe de séjour pour 2023.

**Délibération 2022-089**

**Objet : Subvention et convention d'objectifs à l'association « Comité d'Organisation Les 2 Alpes X Cup »**

Dans le cadre des subventions aux associations, il est proposé d'octroyer une subvention à l'association « Comité d'organisation Les 2 Alpes X Cup ». Il est rappelé que cette association est dédiée à l'organisation des coupes du monde de ski cross et boarder cross dont les premières épreuves, qui se tiendront en octobre 2022 aux 2 Alpes, lanceront les coupes du monde de ces disciplines avec pour objectif de promouvoir les stations de ski françaises, notamment celle des 2 Alpes, à travers une grande fête du ski français.

Cet évènement participe à l'intérêt général de la station et permettra de fédérer tous les acteurs de la station autour d'un projet ambitieux. C'est pourquoi, la municipalité entend soutenir financièrement l'association en lui octroyant une subvention de 200 000 € soumise à la signature d'une convention d'objectifs.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir et le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'octroi d'une subvention de 200 000 € à l'association susvisée et autorise le maire à signer la convention d'objectifs.

### **Délibération 2022-090**

#### **Objet : Indemnisation de la valeur intrinsèque résiduelle suite à résiliation du bail du restaurant d'altitude La Fée**

Monsieur le maire expose à l'assemblée que le bail emphytéotique du restaurant d'altitude La Fée est arrivé à échéance à l'été 2021. Pour permettre à la commune de préparer le cahier des charges nécessaire à l'appel à candidature, le bail a été renouvelé dans les mêmes conditions pour une année soit jusqu'à fin août 2022. Préalablement, il faut déterminer la valeur des biens qui seront remis en exploitation et qui correspondra à l'indemnisation de la valeur intrinsèque du bâtiment et des équipements mobiliers.

Après analyse des documents comptables par les conseils juridiques des parties et application des pourcentages de vétusté, les montants suivants ont pu être déterminés

| <b>Pour la valeur intrinsèque du bâti</b>   |                  |
|---|------------------|
| Valeur Résiduelle des Bâtiments<br>(hors grande terrasse)                           | 166 430 €        |
| Valeur résiduelle Grande Terrasse   | 53 696 €         |
| Valeur résiduelle Centrale de traitement des eaux                                   | 20 250 €         |
| Valeur résiduelle des équipements (Chambres froides, chaudières, vidéosurveillance) | 21 289 €         |
| <b>TOTAL</b>  | <b>261 666 €</b> |

| <b>Pour les équipements mobiliers<br/>que le successeur devrait reprendre et sous réserve d'inventaire</b> |                 |
|--|-----------------|
| Licence IV   | 9 146 €         |
| Mobiliers et Equipements de cuisine  | 63 814 €        |
| Valeur résiduelle de la fraise à neige :   | 7 963 €         |
| Equipements informatiques  | 3 820 €         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>84 743 €</b> |

Il est proposé que le nouvel exploitant rachète directement ces biens qu'il intégrera ensuite dans la liste des biens de reprise de la concession. Cette option restera neutre pour la commune car la reprise des biens mobiliers correspondra au ticket d'entrée du candidat retenu.

Par un appel nominal des conseillers présents et en visioconférence, Monsieur le Maire demande à chaque élu de se prononcer pour ou contre la délibération soumise au vote ou à s'abstenir et le conseil municipal, à l'unanimité et avec l'abstention de Patrick Pellorce, fixe l'indemnité relative à la valeur intrinsèque résiduelle du restaurant La Fée, à la somme de 346 409 €.

### **Tirage au sort des jurés d'assises pour l'année 2023**

L'arrêté préfectoral du 28 avril 2022 fixe le nombre de jurés figurant sur la liste annuelle du département de l'Isère pour l'année 2023, en annexe duquel figure le nombre des jurés à tirer au sort. Le tirage au sort doit être effectué publiquement, à partir des listes électorales et doit comprendre un nombre de noms triple de celui fixé par le Préfet, soit 9 personnes.



Monsieur le maire demande au benjamin de l'assemblée de procéder au tirage au sort.

Fabien Veyrat tire au sort les personnes suivantes

Mme Hélène HOSPITAL née 15 juillet 1972

M David JULIENNE né 8 mars 1970

Mme Chantal GIRAUD née 15 avril 1964

M André BRUN né le 28 janvier 1946

M. Marc BONOMI né le 30 novembre 1960

M. Jacques MAYET né le 14 juin 1952

Mme Sandrine BROCHIER né le 9 avril 1971

M Alex ROMANI né le 18 décembre 1994

Mme Elisabeth FESQUET née le 28 février 1961

Le tirage au sort terminé, Monsieur le Maire lève la séance à 22h36.

Le Maire, Christophe AUBERT

